

« UNE VISION PATERNALISTE DES AFRICAINS »

Pour Thierno Aliou Balde, du Collectif Mémoire Coloniale, l'organisation de l'enseignement de l'histoire coloniale belge prévue par les nouveaux programmes et référentiels de la Communauté française contribuera à mettre dans la tête des élèves l'idée de la « supériorité » du Blanc.

Interview réalisée par Arneaud Lismond-Mertes (CSCE)

Depuis quelques années, le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (CMCLD), actif en Belgique, s'est fait connaître par ses prises de positions et ses actions relatives à la mémoire et à l'histoire coloniale belge. Thierno Aliou Balde, chargé des relations externes du CMCLD, nous fait part du point de vue du Collectif qu'il représente sur la façon dont le nouveau référentiel d'histoire de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, et le nouveau programme de son réseau, organisent l'enseignement de l'histoire coloniale belge. Dénonçant le paternalisme vis-à-vis des Africains qui les inspire, il raille : « La Belgique doit être le seul pays au monde à publier un programme officiel d'enseignement qui aborde la décolonisation du Congo sans mentionner Lumumba! » Au-delà, il dénonce l'idée véhiculée par le programme que la colonisation aurait « développé » le Congo, la façon dont les « crimes contre l'humanité » commis au Congo y sont désignés comme de simples « abus » et y voit un enseignement qui « favorisera la reproduction, dans l'esprit des élèves, des stéréotypes hérités du colonialisme et des préjugés sur les Afro-descendants et les Blancs », notamment sur la « supériorité » des Blancs. Il appelle les responsables politiques et la ministre de l'Enseignement à faire réécrire complètement cette partie du référentiel et du programme d'histoire – ce que le CMCLD vient de demander formellement à la ministre dans une lettre ouverte (1).

Ensemble ! : Le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte Contre les Discriminations (CMCLD) se présente comme « un mouvement décolonial et lutte permanente pour l'édification décoloniale » : qu'entendez-vous par-là ?

Thierno Aliou Balde : Notre collectif est un mouvement militant actif en Belgique, qui veut contribuer à débarasser notre société du racisme – et plus spécifiquement de la négrophobie –, des stéréotypes et des préjugés menant aux discriminations. Cela passe, selon nous, par un travail sur l'histoire et la mémoire de la colonisation. Dans cette perspective, nous menons des actions pour faire connaître l'histoire coloniale belge et sa face cachée, notamment à travers l'organisation de conférences et de visites guidées du patrimoine colo-

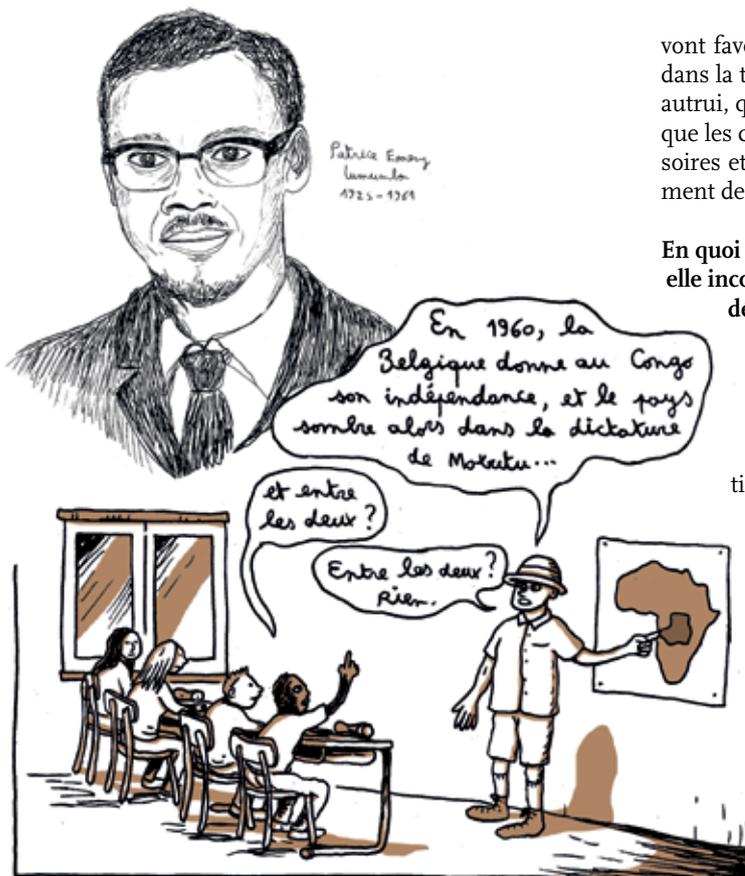
nial présent dans l'espace public. Nous militons pour la décolonisation de l'espace public. Avec d'autres acteurs, nous sommes à l'initiative de la pose de plaques commémoratives rendant honneur à la mémoire de Patrice Emery Lumumba, l'une étant prévue à Mons et l'autre à Ixelles. Nous revendiquons également que des places ou des rues lui soient dédiées...

Que pensez-vous de l'insertion de l'histoire de la colonisation belge dans le nouveau référentiel pour l'ensemble de l'enseignement secondaire qualifiant, ainsi que dans le programme de l'enseignement organisé par la Communauté française ?

La colonisation belge est désormais obligatoirement enseignée dans l'enseignement professionnel et technique, ce qui n'était pas nécessairement le cas auparavant. C'est une avancée qui va dans le sens de nos revendications. Malheureusement, le contenu de l'enseignement prévu pose problème. Tout d'abord, nous pensons qu'il n'est pas suffisant d'enseigner l'histoire coloniale du Congo. Il faut également enseigner l'Histoire générale de l'Afrique. Il faut cesser de présenter aux élèves l'histoire du Congo et de l'Afrique comme si elle commençait avec la colonisation, ce qui parti-

L'Afrique n'a pas besoin d'être « développée. Elle a besoin d'alliés pour participer à une histoire qu'elle doit écrire elle-même, sur la base de ses propres projets.

cipe de la vision de la propagande coloniale. Concernant le référentiel, le choix fait d'imposer l'utilisation du concept de « développement » pour aborder l'histoire de la colonisation belge nous paraît relever d'un point de vue paternaliste sur les Congolais, ce que nous condamnons. Le « développement », tout comme la notion « d'aide au développement » sont des mécanismes d'aliénation qui prolongent l'ambition initialement revendiquée par les colons d'apporter la « civilisation » aux Africains. Prétendre « développer » autrui, c'est



vont favoriser la propagation du racisme en instillant dans la tête des élèves l'idée qu'on peut « développer » autrui, que les Belges ont « développé » les Congolais, que les crimes commis contre les colonisés sont accessoires et donc que le Blanc est fondé d'avoir un sentiment de supériorité.

En quoi la mention de Patrice Lumumba vous paraît-elle incontournable pour aborder l'histoire de la décolonisation du Congo ?

Lumumba est une personnalité emblématique, qui incarne toutes les volontés congolaises de libération par rapport au joug colonial, et plus largement celles des peuples d'Afrique. Sa légitimité était telle qu'il n'y a eu d'autre solution pour les autorités belges que de l'écartier et de le faire assassiner pour préserver les intérêts des grandes compagnies. En faisant l'impasse sur Lumumba, on ne peut donner qu'une vision mensongère de la décolonisation du Congo. La Belgique doit être le seul pays au monde à publier un programme officiel d'enseignement qui aborde la décolonisation du Congo sans mentionner Lumumba ! Cela en dit long sur l'abus de l'histoire fait par ce programme et par une certaine historiographie belge. A l'inverse, en Guinée, le pays dont je suis originaire, Lumumba est, par

- ⇒ instaurer un sentiment de supériorité chez la personne qui « développe » ou aide, et un sentiment d'infériorité chez la personne qui reçoit. L'Afrique n'a pas besoin d'être « développée », ni « d'aide au développement », dont on connaît le résultat. Elle a besoin d'alliés pour participer à une histoire qu'elle doit écrire elle-même, sur la base de ses propres projets.

Ce référentiel et ce programme sont profondément imprégnés d'une vision paternaliste des Africains. Si les enseignants s'en inspirent pour leurs cours, cela favorisera la reproduction, dans l'esprit des élèves, des stéréotypes hérités du colonialisme, et de préjugés sur les Afro-descendants et les Blancs. Il faut que les autorités belges cessent de mettre dans la tête de la population, notamment à travers l'enseignement, que leur colonisation a eu des aspects positifs. Le nazisme est enseigné pour ce qu'il a été : un système dictatorial, un système criminel, un système de massacres génocidaires. De la même façon, il faut pouvoir aborder sans biaiser la réalité de la colonisation belge et des crimes coloniaux. Il faut mettre les mots adéquats sur ce qu'ont été la colonisation en général, et la colonisation belge en particulier, laquelle n'a pas duré une décennie, comme le nazisme, mais environ septante-cinq ans. Le programme de la Communauté française aborde la colonisation belge et la décolonisation du Congo sans mentionner l'existence du premier Premier ministre congolais élu, Patrice Lumumba, ni son assassinat, dont des autorités belges ont été responsables. C'est typique de son déni de la réalité de la colonisation, des résistances coloniales et des crimes coloniaux.

Tels qu'ils sont conçus, le référentiel et le programme

La Belgique doit être le seul pays au monde à publier un programme officiel d'enseignement qui aborde la décolonisation du Congo sans mentionner Lumumba !

panafricanisme, reconnu comme un héros. Lumumba est le symbole même de l'histoire de la colonisation et des espoirs de l'Afrique. En outre, son parcours personnel est proche de celui de nombreux Afro-descendants. Il connaît d'abord une situation d'aliénation coloniale, qui marque encore le livre qu'il écrit en 1956. Mais lorsqu'il rencontre les panafricanistes Nkrumah et Sekou Touré en 1958 à Accra, il change complètement de vision et réclame l'indépendance totale de son pays. C'est encore le chemin sur lequel nous marchons aujourd'hui. Lumumba est un authentique démocrate, dont la vie peut être donnée en exemple, non seulement aux Africains, mais aussi aux Belges.

Le programme de la Communauté française qualifie les crimes coloniaux belges, dont ceux de la période léopoldienne, « d'abus » ou « d'exactions ». Ces qualificatifs vous paraissent-ils corrects ?

Le terme « abus » est celui qui a été consacré pour parler des crimes coloniaux belges par le rapport de 1905 de la Commission d'enquête mise sur pieds par Léopold II lui-même... Ces termes ne reconnaissent les

crimes que pour mieux en minimiser la portée. Leur utilisation par le programme signifie que celui-ci perpétue la propagande coloniale et la négation de l'humanité des peuples colonisés. Si l'on souhaite décoloniser les mentalités et lutter contre les conceptions racistes en Belgique, il faut leur substituer des termes adéquats. Il faut reconnaître que le régime en vigueur au Congo était une dictature, depuis Léopold II jusqu'à l'indépendance, et que cette colonisation s'est faite à travers une succession de crimes contre l'humanité (massacres, mains coupées, sévices corporels et psychiques...). Globalement, la colonisation du Congo elle-même a été un crime contre l'humanité : l'ingérence dans la vie des colonisés, la destruction de leurs histoires, cultures et religions, la destruction de leur fonctionnement social pour installer une société qui leur est étrangère, au profit des colonisateurs.

Comment concevriez-vous un autre type d'enseignement de l'histoire du Congo et de la colonisation belge ? Le CMCLD adresse-t-il à cet égard des demandes précises aux responsables politiques ?

Tout d'abord, nous pensons que « ce qui se fait pour nous, sans nous, se fait contre nous ». Il n'est pas possible d'écrire une histoire objective de l'Afrique sans les Africains. C'est pourtant ce qui a été fait pour l'écriture de cette partie du programme de l'enseignement organisé par la Communauté française qui traite du Congo. Aucun Africain ou Afro-descendant n'a participé à son écriture, aucun n'a été sollicité pour sa relecture scientifique et aucun auteur africain n'est cité dans la bibliographie à laquelle il renvoie. L'écriture d'une histoire « décoloniale » de la colonisation ne peut se faire qu'avec une participation significative

des Africains eux-mêmes. On pourra ainsi poser les bases d'une histoire objective et d'une mémoire partagée. Pour le reste, le point de départ d'une réécriture de ce programme devrait être de rejeter les stéréotypes et l'approche paternaliste des colonisés, ainsi que l'idée que la colonisation ait été peu ou prou positive, comme le fait l'approche en termes de « développement ». Il faut par priorité confronter l'idée de la propagande coloniale, toujours agissante, que les colons apportaient la « civilisation » aux Africains. On peut, pour ce faire, s'appuyer sur l'Histoire générale de l'Afrique, qui a été rédigée par des historiens africains sous l'égide de l'Unesco. L'Afrique n'a pas attendu la colonisation européenne pour connaître la civilisation. La Charte du Mandé, que l'on fait remonter au 13^e siècle, est déjà une charte africaine des droits humains.

En conclusion, le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte Contre les Discriminations demande que la Communauté française change de fond en comble la façon dont elle organise l'enseignement de l'histoire coloniale belge, et qu'elle aborde également l'enseignement de l'Histoire générale de l'Afrique. Il faut à la fois modifier le référentiel existant dans l'enseignement qualifiant, et réécrire totalement le programme élaboré par son réseau, validé sous la responsabilité de la ministre de l'Enseignement. Enfin, il faut rendre cet enseignement obligatoire dans l'enseignement général et technique de transition. □

(1) « Nos programmes scolaires ne doivent pas recycler la propagande coloniale ! » Lettre ouverte à Marie-Martine Schyns, ministre de l'Enseignement, 28 novembre 2017. www.memoirecoloniale.be

« REFUSER LES INJONCTIONS IDÉOLOGIQUES »

S'appuyant sur une réflexion concernant l'enseignement de l'histoire enracinée dans la pratique, Michel Staszewski, appelle à refuser les « injonctions idéologiques » contenues dans le nouveau programme d'histoire de la Communauté française.

Interview réalisée par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Au cours de sa carrière de professeur d'histoire qui vient de se terminer, Michel Staszewski a donné cours dans 17 écoles secondaires différentes. Il est l'auteur, avec B. Rey, du livre *Enseigner l'histoire aux adolescents – Démarches socio-constructivistes* (de Boeck 2010). Nous lui avons demandé de réagir à la découverte du nouveau programme d'histoire (1), entré en vigueur à partir de cette année scolaire 2017 – 2018 dans l'enseignement secondaire technique et profes-

sionnel organisé par la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Il l'a fait, en esquissant plus globalement sa conception de l'enseignement de l'histoire.

Michel Staszewski : Je suis critique par rapport à l'idée d'aborder l'histoire de la colonisation en pratiquant un soi-disant équilibre entre points « positifs » et « négatifs », qui me paraît relever de l'idéologie dominante. Pour comprendre des phénomènes comme la colonisa-